

Marianne 2007.info - Les élections françaises de 2007 vues par la rédaction de Marianne - actualités, analyses, débats, réactions

OPA sur les chiffres de la campagne

La guerre des chiffres aura-t-elle lieu ? L'arrivée d'un expert semble avoir clos le débat pour 2007. A chaque promesse électorale, le site Débat2007.fr - annexe de l'Institut de l'entreprise - fait les comptes. Mais peut-on laisser à d'autres le soin de titiller le nerf de la guerre?

Le Smic à 1500 euros, ça coûterait combien à l'Etat ? Et la suppression des droits de succession ? Et les jurys populaires ? Plus la peine de s'embêter à compter, les experts de Débat2007 sont là. A chaque promesse électorale, ils sortent leur calculette et estiment le prix de la parole donnée. Dans leur pool de chroniqueurs - une cinquantaine en tout - on reconnaît quelques signatures : Michel Bon, ancien PDG de France Télécom, administrateur de Lafarge et d'Air Liquide ou encore André Lévy-Lang, ancien président de Paribas. Leurs économistes de la cellule de chiffrage sont, quant à eux, de hauts fonctionnaires qui préfèrent rester anonymes « *pour ne pas subir de pressions* ». La presse est unanime : l'initiative s'applaudit des deux mains, la troisième tenant la plume pour égrener les louanges. De *La Tribune* aux *Echos*, du *Monde* au *Figaro*, de *L'Express* jusqu'au *Parisien*, on crie au miracle ! Il faut reconnaître que le site est bien fait et les participants, rigoureux.

Puiser l'info à LA source

« *On a lancé le site en mars, rappelle le responsable, Jean-Damien Pô. Ça a vraiment décollé en août. Aujourd'hui, on en est à 40 000 visites par mois.* » Le score n'a rien d'exceptionnel. Sauf si l'on s'attarde sur la qualité des internautes. *Le Monde* prépare-t-il un sujet sur la santé ? Ses journalistes s'appuient sur les comptes de Débat2007. Idem quand *Le Figaro* veut chiffrer les propositions de Nicolas Sarkozy. Mais, problème, Débat2007 est financé (à hauteur de 100 000 euros) par l'Institut de l'entreprise (IDEP). Dirigé par Michel Péberau, président du conseil d'administration de BNP-Paribas, l'Institut de l'entreprise[lien] est un « think tank » à la française... qui réunit environ 120 des plus grosses firmes française. Parmi ses adhérents, des groupes comme Accor, Alstom, Areva, Axa, Cap Gemini ou encore Suez. Jean-Damien Pô - qui est lui-même directeur des études à l'IDEP - insiste sur le fait que le projet « *raterait son coup s'il n'était pas vraiment indépendant* ». On croit à sa bonne foi. La question est en fait plus large : qu'arrive-t-il lorsqu'une seule entité devient dépositaire de la science économique en période électorale ?

Des chiffres et du sens

Un sujet d'autant plus grave que « *les sciences sociales ne sont pas des sciences exactes* », reconnaît volontiers Jean-Damien Pô. Les chiffres : ça se manie, ça se discute et surtout, ça s'interprète. « *A travers ce site, c'est le grand patronat qui a décidé d'intervenir dans le débat public. Ils se sont lancés dans une campagne pour réduire les dépenses publiques. Leur idée, c'est de faire ressortir les programmes des candidats qui comportent le moins de dépenses* », juge carrément Henri Sterdyniak, directeur du Département économie de la mondialisation de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). En cause : l'aspect, non pas partial, mais partiel du chiffrage : « *C'est de la micro-économie, mesurette par mesurette. On voit combien ça coûte, mais on ne voit pas l'ensemble. On ne cherche pas à savoir combien ça rapporte à plus long terme ou combien ça créé d'emplois* », dénonce également Michel Husson, administrateur de l'Insee, chercheur à l'Ires et membre actif de la très hétérodoxe Fondation Copernic. Les économistes ne nient pas la qualité du travail de Débat2007, mais pointent l'étroitesse des calculs. Question : quelle autre voix s'élève pour relever le défi du chiffrage des programmes ?

Un autre chiffrage est possible

Celle des partis, tout d'abord. Pour l'instant, seul le PS l'a fait, mais à l'UMP, on assure que « *l'on y réfléchira dès que le programme aura été adopté* », soit après le 16 novembre. Dans son discours à la Sorbonne, le 21 octobre dernier, Nicolas Sarkozy a même fait du chiffrage de son programme une priorité. Du côté de la gauche antilibérale, on travaille aussi à la question, sur la base des calculs élaborés par les experts de la fondation Copernic. Enfin, l'OFCE promet de commencer à compter dès que programmes et candidats seront connus de manière définitive. La guerre des chiffres aura bien lieu, certains protagonistes ont simplement pris de l'avance. Reste à voir son impact sur la campagne. Car « *une élection, ça ne se gagne pas tant sur des chiffres, rappelle modestement Henri Sterdyniak, que sur un projet de société.* »

A titre d'exemple, voici la répartition du coût du programme du Parti socialiste, selon les estimations du

Parti socialiste et selon le chiffrage de Débat2007 :

Coût brut :

Débat2007 : 47,12 milliards d'euros

PS : 49 milliards d'euros

Recettes :

Débat2007 : 18,3 milliards d'euros

PS : 18 milliards d'euros

Lundi 06 Novembre 2006

Anna Borrel

Source :

<http://www.marianne2007.info>

© Marianne2007.info, droits de reproduction réservés - Marianne - 32, rue René Boulanger - 75484 Paris cedex 10 -
contact@marianne2007.info - Tel : +33 (0)1 53 72 29 00 - Fax : +33 (0)1 53 72 29 72